ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 11 septembre 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de la Convention Benelux en matière de dessins ou modèles, signée à Bruxelles, le 25 octobre 1966, et de l'annexe (loi uniforme)", a donné le 15 octobre 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e september 1969 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van het Benelux-Verdrag inzake tekeningen of modellen, ondertekend te Brussel op 25 oktober 1966, en van de bijlage (eenvormige wet)", heeft de 15e oktober 1969 het volgend advies gegeven :

Aux termes de son article 13, la Convention Benelux en matière de dessins ou modèles entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra le dépôt du troisième instrument de ratification. La loi uniforme entrera en vigueur une année après l'entrée en vigueur de la Convention.

L'article 6 de l'avant-projet de loi déroge aux règles de la Convention en prévoyant que les dispositions de celle-ci et de la loi uniforme Benelux qui sont relatives aux dépôts internationaux des dessins ou modèles industriels entreront en vigueur, non pas aux dates prévues à l'article 13 de la Convention Benelux mais bien à la date d'entrée en vigueur de l'Acte de La Haye du 28 novembre 1960 revisant l'Arrangement concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, les Gouvernements des deux autres Etats signataires de la Convention soumettraient une disposition semblable à leurs Parlements respectifs.

Plutôt que de déroger par l'effet de trois lois parallèles au texte de la Convention, il eût été plus conforme aux règles de l'élaboration des traités de compléter l'article 13 de la Convention par un protocole y introduisant les restrictions susmentionnées.

Le Conseil d'Etat relève cependant en l'espèce que si l'attitude de la Belgique dépend, en partie du moins, d'actes futurs - et partant incertains -, elle est néanmoins conforme à la volonté des parties telle qu'elle est exprimée dans un document établi en commun par les trois Etats, lors de l'élaboration de la Convention et de la loi uniforme.

.../...

En effet, l'exposé des motifs de la Convention et de la loi uniforme s'exprime comme suit :

"Le présent projet de Convention et de loi uniforme part du principe que l'Arrangement de La Haye selon le texte de Londres de 1934 aura été dénoncé par la Belgique et les Pays-Bas, mais que, par contre, l'Arrangement dans le texte de La Haye de 1960 sera entré en vigueur dans les trois pays de Benelux.

Si, en vertu de son article 26, l'Arrangement de La Haye dans le texte de 1960 n'entre pas en vigueur avant la présente loi uniforme, la loi d'approbation de la présente Convention et de la loi uniforme devra préciser que les articles relatifs au dépôt international n'entreront en vigueur qu'en même temps que le texte de 1960" (1).

*

* *

Le passage de l'exposé des motifs reproduit ci-dessus énonce l'intention du Gouvernement de dénoncer l'Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels, revisé à Londres. Les règles du dépôt international actuel sont, en effet, fort différentes de celles qu'adopte la loi uniforme (voir exposé des motifs commun, pages 23 et 24).

.../...

(1) Union économique Benelux, textes de base et leurs annexes, édités par le secrétariat général Benelux, t. V, Dessins ou modèles, page 24 .

Par l'effet de cette dénonciation, le dépôt international ne sera plus possible aussi longtemps que l'Arrangement de La Haye de 1960 - qui n'a pas encore été soumis à l'assentiment des Chambres - ne sera pas entré en vigueur dans les trois Etats du Benelux.

Les auteurs de dessins ou modèles qui désireront bénéficier du droit de priorité que leur reconnaît la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle devront, dès lors, en opérer le dépôt dans chacun des pays où ils souhaiteront jouir de cette protection. Inversement, les dessins et modèles déposés à l'étranger ne seront protégés dans les Etats du Benelux que s'ils font l'objet d'un dépôt Benelux.

En vertu de l'article 22, 4, de l'Arrangement de La Haye de 1925, les dessins et modèles internationaux déposés jusqu'à la date à laquelle la dénonciation effective aura effet, continueront cependant à bénéficier dans notre pays, pendant la durée de la protection internationale, de la même protection que s'ils y avaient été déposés.

*

* *

Compte tenu des considérations qui précèdent, les articles 6 et 7 pourraient être rédigés comme suit :

.../...

"Article 6.-

Les dispositions de la Convention et de la loi uniforme Benelux qui sont relatives aux dépôts internationaux des dessins ou modèles industriels entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur, dans les trois Etats du Benelux, de l'Arrangement de La Haye du 28 novembre 1960 revisant l'Arrangement concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.

Article 7.-

Les articles 2, 3 et 4 de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par l'article 13 de la Convention pour l'entrée en vigueur de la loi uniforme Benelux".

Afin d'éviter toute difficulté quant à la détermination du moment de l'entrée en vigueur de la Convention et de la loi uniforme, eu égard, d'une part, aux dispositions de l'article 13 de la Convention et, d'autre part, aux dispositions constitutionnelles et législatives relatives à la publication des textes, le Gouvernement devra veiller à ce que la future loi d'assentiment, la Convention et la loi uniforme soient publiées au Moniteur avant le premier jour du mois qui suivra le dépôt du troisième instrument de ratification de la Convention.

*

* *

L'article 4, alinéa 2, du projet porte que les dépôts effectués en Belgique sous l'empire des législations antérieures "continuent à produire leurs effets si le dépôt confirmatif visé à l'article 26 de la loi "uniforme" Benelux a été effectué".

.../...

L'exposé des motifs de la Convention et de la loi uniforme précise, dans le commentaire de l'article 26 (loc. cit. page 53), que "les anciens dépôts belges qui tous ont été effectués sous pli cacheté devront, pour pouvoir continuer à servir comme moyen de preuve, être redéposes au service belge de la propriété industrielle". Si le dépôt confirmatif n'est pas effectué, l'intéressé "garde cependant toujours son droit de modèle, puisque celui-ci est maintenu sans formalité aucune, et l'article 26 ne touche pas non plus aux moyens de preuve autres que le dépôt sous pli cacheté".

Du texte de l'article 4, alinéa 2, de l'avant-projet, on devrait au contraire déduire que les dépôts ne produisent plus aucun effet, si le dépôt confirmatif n'est pas effectué. Cette interprétation est renforcée par l'abrogation de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 91 du 29 janvier 1935, aux termes duquel :

"Toutefois, les dépôts de dessins et modèles industriels régulièrement effectués sous l'empire des dispositions reprises ci-dessus continueront à produire leurs effets".

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 4 de la manière suivante :

"Article 4.-

Les articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté royal n° 91 du 29 janvier 1935 sont abrogés.

Les dépôts effectués sous l'empire des dispositions de l'arrêté royal n° 91 du 29 janvier 1935 ou en application des articles 14 à 19 de la loi du 18 mars 1806,

.../...

modifiée par la loi du 30 décembre 1925 et par l'arrêté royal du 30 juin 1933, continuent à produire leurs effets; toutefois, la force probante attachée à ces dépôts n'est maintenue que si un dépôt confirmatif a été effectué conformément à l'article 26 de la loi uniforme Benelux".

*

* *

Afin d'éclairer les Chambres législatives sur la portée du projet, l'exposé des motifs commun à la Convention et à la loi uniforme, auquel l'exposé des motifs du projet fait allusion, devrait être joint à ce dernier.

Luidens artikel 13 van het Benelux-Verdrag inzake tekeningen of modellen treedt dit Verdrag in werking op de eerste dag van de maand, volgende op de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging. De eenvormige wet treedt in werking een jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag.

Artikel 6 van het voorontwerp van wet wijkt van de Verdragsregelen af waar het stelt dat de bepalingen van het Verdrag en van de eenvormige Beneluxwet betreffende de internationale depots van tekeningen of modellen uitwerking zullen hebben, niet op de data bepaald in artikel 13 van het Benelux-Verdrag maar wel op de datum van inwerkingtreding van de Akte van 's-Gravenhage van 28 november 1960 houdende herziening van de Overeenkomst betreffende het internationaal depot van tekeningen of modellen.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zouden de Regeringen van beide andere Staten die het Verdrag hebben ondertekend, een soortgelijke voorziening aan hun onderscheiden parlement voorleggen.

In plaats van met drie gelijklopende wetten af te wijken van de tekst van het Verdrag, ware het meer in overeenstemming geweest met de regelen die gelden voor het opmaken van verdragen, artikel 13 van het Verdrag aan te vullen met een protocol dat genoemde beperkingen in het Verdrag zou invoeren.

.../...

De Raad van State wenst er hier nochtans op te wijzen dat België's houding althans gedeeltelijk afhangt van toekomstige - en derhalve onzekere - Akten, maar dat zij niettemin overeenstemt met de wil van de partijen zoals die tot uiting is gebracht in een document dat door de drie Staten gemeenschappelijk is opgemaakt bij het ontwerpen van het Verdrag en van de eenvormige wet.

De memorie van toelichting van het Verdrag en van de eenvormige wet zegt immers :

"Het huidige ontwerp van Verdrag en eenvormige wet gaat er van uit, dat de Overeenkomst van 's-Gravenhage in de Londense tekst van 1934 door België en Nederland werd opgezegd, maar dat de Overeenkomst in de tekst van 's-Gravenhage van 1960 in werking is getreden in de drie Beneluxlanden.

In geval de Overeenkomst van 's-Gravenhage in de tekst van 1960 op grond van het bepaalde in artikel 26 niet in werking zou treden vóór deze eenvormige wet, zou de goedkeuringswet van dit Verdrag en eenvormige wet moeten bepalen dat de artikelen, die betrekking hebben op het internationaal depot, eerst in werking treden op hetzelfde tijdstip als de tekst van 1960" (1).

*

* *

.../...

---

(1) Benelux Economische Unie, basisteksten en bijlagen, uitgegeven door het secretariaat-generaal Benelux, deel V, Tekeningen of Modellen, blz. 24.

De hiervoren aangehaalde passus uit de memorie van toelichting wijst op het voornemen van de Regering om de te Londen herziene Overeenkomst van 's-Gravenhage van 6 november 1925 betreffende het internationaal depot van tekeningen of modellen op te zeggen. De regelen inzake het huidige internationaal depot verschillen immers zeer sterk van die welke de eenvormige wet aanneemt (zie de gemeenschappelijke memorie van toelichting, blz. 23 en 24).

Door die opzegging zal geen internationaal depot meer mogelijk zijn zolang de Overeenkomst van 's-Gravenhage van 1960 - waarvoor de instemming van de Kamers nog niet is gevraagd - niet in werking zal zijn getreden in de drie Benelux-Staten.

De ontwerpers van tekeningen of modellen die in aanmerking willen komen voor het prioriteitsrecht dat hun wordt verleend door het Unie-Verdrag van Parijs voor de bescherming van de industriële eigendom, zullen derhalve het depot daarvan moeten verrichten in elk van de landen waar zij die bescherming wensen te genieten. Omgekeerd, zullen de in het buitenland gedeponeerde tekeningen en modellen in de Benelux-Staten alleen beschermd zijn als daarvoor een Benelux-depot is verricht.

Krachtens artikel 22, 4, van de Overeenkomst van 's-Gravenhage van 1925 zullen de internationale tekeningen en modellen neergelegd tot de datum waarop de definitieve opzegging uitwerking zal hebben, niettemin in ons land, zolang zij internationaal beschermd zijn, dezelfde bescherming genieten als indien zij er gedeponeerd waren.

*

* *

.../...

Met inachtneming van hetgeen voorafgaat, zouden de artikelen 6 en 7 als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 6.-

De bepalingen van het Benelux-Verdrag en van de eenvormige Belenuxwet die betrekking hebben op de internationale depots van tekeningen of modellen, treden in werking de dag waarop de Overeenkomst van 's-Gravenhage van 28 november 1960 houdende herziening van de Overeenkomst betreffende het internationaal depot van tekeningen of modellen in de drie Benelux-Staten in werking treedt.

Artikel 7.-

De artikelen 2, 3 en 4 van deze wet treden in werking op de datum in artikel 13 van het Verdrag bepaald voor de inwerkingtreding van de eenvormige Beneluxwet".

Ten einde iedere moeilijkheid te voorkomen bij het vaststellen van het tijdstip waarop het Verdrag en de eenvormige wet in werking treden, gelet enerzijds op het bepaalde in artikel 13 van het Verdrag en, anderzijds, op de Grondwets- en wetsbepalingen betreffende de bekendmaking van teksten, zal de Regering ervoor dienen te waken dat de toekomstige goedkeuringswet, het Verdrag en de eenvormige wet in het Staatsblad worden bekendgemaakt vóór de eerste dag van de maand, volgende op de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging van het Verdrag.

*

* *

.../...

Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp stelt dat de depots in België verricht overeenkomstig de vroegere wetgeving "hun werking blijven behouden indien het bevestigend depot wordt verricht, bedoeld in artikel 26 van de eenvormige Beneluxwet".

De memorie van toelichting bij het Verdrag en de eenvormige wet zegt in de commentaar op artikel 26 (loc. cit., blz. 53) dat "de oude Belgische depots, die alle onder verzegeld omslag zijn verricht, willen deze als bewijsmiddel kunnen blijven dienen, opnieuw gedeponeerd moeten worden bij de Belgische Dienst voor de industriële eigendom". Indien het bevestigende depot niet wordt verricht, behoudt de belanghebbende "evenwel het recht op zijn model, aangezien dit recht zonder formaliteiten gehandhaafd blijft en artikel 26 ieder ander bewijsmiddel dan het geheime depot onaangetast laat".

Uit de tekst van artikel 4, tweede lid, van het voorontwerp zou men daarentegen moeten afleiden dat de depots helemaal geen uitwerking meer hebben indien het bevestigende depot niet wordt verricht. Die interpretatie wordt nog versterkt door de opheffing van artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 91 van 29 januari 1935, hetwelk bepaalt :

"Nochtans, zullen de deponeringen van nijverheidstekeningen en -modellen regelmatig verricht overeenkomstig de hierboven hernomen bepalingen, hun waarde behouden".

.../...

De Raad van State stelt voor, artikel 4 als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

De artikelen 3, 4, 5 en 6 van het koninklijk besluit nr. 91 van 29 januari 1935 worden opgeheven.

De depots verricht overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 91 van 29 januari 1935 of op grond van de artikelen 14 tot 19 van de wet van 18 maart 1806, gewijzigd bij de wet van 30 december 1925 en bij het koninklijk besluit van 30 juni 1933, blijven uitwerking hebben; die depots behouden hun bewijskracht echter alleen indien een bevestigend depot verricht is overeenkomstig artikel 26 van de eenvormige Benelux**wet**".

*

* *

Ten einde de Wetgevende Kamers voor te lichten omtrent de strekking van het ontwerp, zou de gemeenschappelijke memorie van toelichting bij het Verdrag en bij de eenvormige wet, waarvan de memorie van toelichting bij het ontwerp gewag maakt, bij het ontwerp gevoegd moeten worden.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P.DE VISSCHER	assesseurs de la section de législation,	
	G.ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de **M.G.VAN BUNNEN.**

Le rapport a été présenté par M.P.MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.P.MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE **GRIFFIER,** LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. (s.) G.VAN BUNNEN.